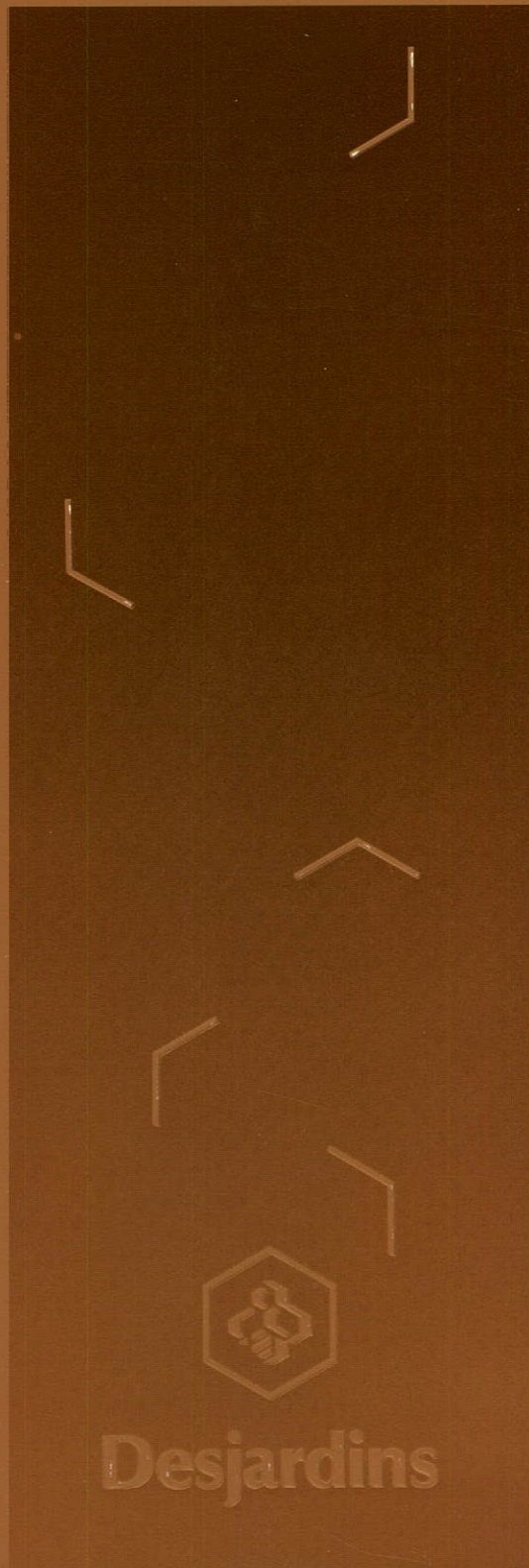


2



CRÉDIT  
INDUSTRIEL  
DESJARDINS INC.



Desjardins



## Faits saillants

En milliers \$	1985	1984	Variation
Actif total	<b>379 718 \$</b>	268 442 \$	+ 41,5%
Financements consentis et acceptés	<b>202 549</b>	129 965	+ 55,8%
Avoir des actionnaires	<b>26 186</b>	25 128	+ 4,2%
Revenu net d'intérêt sur une base avant impôts	<b>11 481</b>	8 880	+ 29,3%
Bénéfice net	<b>2 043</b>	2 107	- 3,0%
<b>Dividendes</b>			
Actions privilégiées série 1	<b>613</b>	613	-
Actions ordinaires	<b>349</b>	266	+ 31,2%
<b>Par action ordinaire</b>			
Bénéfice net	<b>21,53 \$</b>	21,73 \$	- 0,9%
Dividendes	<b>5,25</b>	4,00	+ 31,2%
Valeur comptable	<b>318,85</b>	302,93	+ 5,3%

# 10<sup>e</sup>

1976-1986

## Rapport aux actionnaires

L'année 1985 marquera sans doute une étape importante dans l'évolution de C.I.D. Outre les changements effectués à la haute direction, cette année vit en effet la mise en place de mesures importantes visant à réorganiser la compagnie et à y implanter un nouveau climat d'affaires. L'activité du prêt à terme, regroupée dans la division financement d'entreprises, a connu un essor sans précédent au deuxième semestre de l'année avec 65 millions de \$ de nouvelles affaires, grâce à un processus de décentralisation décisionnelle et le transfert des vice-présidents adjoints du siège social vers les succursales les plus importantes, dans la région de Montréal.

Quant à l'activité de location, elle fut enrichie, en juin 1985, par l'acquisition de Location de camions Locam, compagnie active dans la location à court et à long terme de camions avec entretien. Location Pierre Lafleur, pour sa part, connut une année exceptionnelle avec de nouveaux records de revenus (15 822 000 \$) et de nouvelles affaires (96 500 000 \$). Au cours de l'année, toute activité de location fut regroupée à l'intérieur d'une division location dirigée par un vice-président, membre du comité de direction de la compagnie. Cette restructuration vise à une meilleure complémentarité entre les deux filiales de location et à une meilleure intégration de cette activité dans le cadre global des services de C.I.D.



La direction de C.I.D. croit que l'avenir et la croissance de la compagnie passent forcément par une plus forte identification de C.I.D. au Mouvement Desjardins et une collaboration plus étroite entre C.I.D., d'une part, et les caisses, les fédérations et les institutions de Desjardins, d'autre part. La direction croit en effet que C.I.D., entreprise offrant des services financiers spécialisés aux petites et moyennes entreprises du Québec, se doit de travailler comme partenaire des caisses et des fédérations afin de compléter la gamme de produits offerte par ces dernières aux entreprises québécoises, et ce, dans le but de permettre au Mouvement Desjardins de se tailler la place qui lui revient dans le financement d'affaires au Québec. La collaboration Caisses/C.I.D. s'intensifia tout au long de 1985 et porta fruit sous la forme de plusieurs dizaines de millions de \$ de nouvelles affaires conjointes. De plus, c'est à cause du support considérable offert par les caisses de l'Outaouais que C.I.D. décida à la fin de 1985 d'ouvrir une nouvelle succursale dans cette région. La succursale de Hull fonctionne maintenant depuis janvier 1986.

Un autre secteur où C.I.D. déploya des efforts particuliers est celui de la trésorerie. En consacrant à ce secteur névralgique plus de ressources et plus d'attention, la direction réussit à maintenir un coût des fonds concurrentiel malgré la crise bancaire qui devait secouer les marchés financiers canadiens en septembre et octobre 1985. De plus, des efforts furent déployés afin d'élargir la base de déposants de C.I.D., en approchant en particulier le marché du semi-détail, c'est-à-dire des dépôts variant entre 100 000 \$ et 1 000 000 \$, soit directement lorsqu'il s'agit de sociétés clientes de C.I.D., soit par l'entremise de courtiers. D'autre part, en novembre dernier, la compagnie procédait à une émission de 30 millions de \$ de billets garantis pour des échéances de trois, quatre et cinq ans, qui fut distribuée au détail par l'entremise de la maison Lévesque, Beaubien. Au début de 1986, la compagnie s'apprête à compléter une émission privée d'actions privilégiées pour un montant de cinq millions de \$, afin de consolider sa base de capital et améliorer son levier financier.

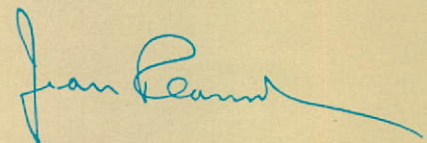
Toutes les mesures qui précèdent ne tarderont pas à porter fruit, comme en fait foi l'évolution du bénéfice trimestriel par action, qui est passé de 1,73 \$ au premier trimestre de 1985 à 2,42 \$ au deuxième trimestre, pour atteindre 7,47 \$ au troisième trimestre et enfin 9,91 \$ au quatrième trimestre de 1985. Même scénario éloquent lorsque l'on considère le rendement sur le capital investi, qui est passé de 2,74 pour cent au premier semestre à plus de 11 pour cent au deuxième semestre de 1985. Bien sûr, le bénéfice net consolidé de 2 043 356 \$ marque un léger recul par rapport au bénéfice de 1984. Par contre, si l'on compare les bénéfices avant impôts d'une année à l'autre, et si l'on tient compte des quelques centaines de milliers de dollars de frais encourus au début de 1985 dans le cadre de la réorganisation, on est davantage en mesure d'apprécier l'importance des progrès réalisés par C.I.D. au cours de l'année qui vient de se terminer.

La direction entend, bien sûr, continuer sur cette lancée tout au cours de l'exercice 1986 en capitalisant de façon particulière sur les points forts de la compagnie que sont ses équipes compétentes et professionnelles, l'excellence du service, ainsi que la synergie et la complémentarité qu'offre l'appartenance au Mouvement Desjardins. Concrètement, 1986 devrait voir l'implantation de C.I.D. dans la région de l'Outaouais, où la division financement d'entreprises vient d'ouvrir une succursale et où Location Pierre Lafleur doit s'implanter prochainement; Locam, pour sa part, y a déjà un point de service. Location Pierre Lafleur entend aussi élargir sa sphère d'activités en s'attaquant progressivement à la petite flotte de véhicules et à la location d'équipement. Quant à Locam, elle est en voie de s'implanter dans la région de Québec et doit ouvrir d'ici peu un point de service dans l'ouest de Montréal. A travers tout le Québec, les équipes de C.I.D., L.P.L. et Locam s'emploient à multiplier les occasions d'affaires avec les caisses, les fédérations et les institutions du Mouvement Desjardins. Cette croissance ambitieuse s'appuie sur des systèmes de contrôle interne de plus en plus complets qui bénéficieront d'ailleurs en 1986 de développements informatiques importants.

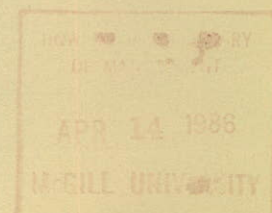
C'est donc avec un grand optimisme que l'équipe de C.I.D. envisage l'avenir, forte de ses succès récents et des promesses de développement que lui permettent le contexte économique actuel et son appartenance à la grande famille Desjardins.



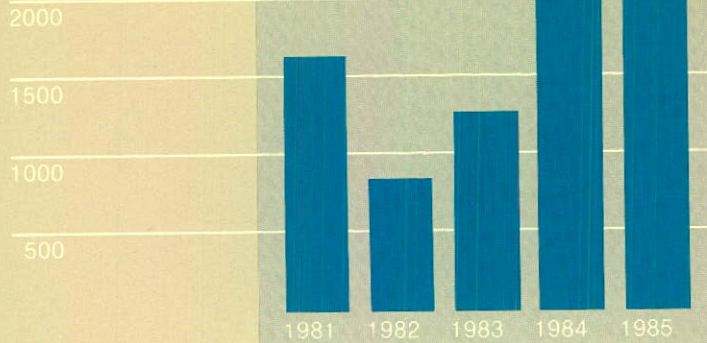
**Denis Frenière**  
Président du conseil



**Jean Plamondon**  
Président directeur général



**Bénéfice net**  
en milliers \$



## Bénéfice net

Le bénéfice net de 2 043 000 \$ en 1985 se situe sensiblement au même niveau que celui de 2 107 000 \$ atteint en 1984. L'analyse de certains facteurs permet toutefois de dégager les progrès accomplis pendant le dernier exercice.

Ainsi, les résultats de 1984 avaient été améliorés par une révision à la baisse de la provision générale pour pertes d'un montant de 633 000 \$, alors qu'en 1985 cette provision fut augmentée de 71 000 \$, pour une variation de plus de 700 000 \$ d'une année à l'autre. De plus, pendant le premier semestre de 1985, on effectua une réorganisation importante de la direction de C.I.D., occasionnant des dépenses spéciales de l'ordre de 200 000 \$. Cette situation s'est reflétée dans l'évolution du bénéfice net trimestriel qui s'est graduellement amélioré pour atteindre des niveaux records aux troisième et quatrième trimestres. Il faut aussi mentionner que même si le bénéfice net de 1985 est relativement au même niveau que celui de 1984, le bénéfice avant impôts quant à lui a presque doublé, passant de 696 000 \$ à 1 360 000 \$. Cette situation résulte de l'importance relative sans cesse décroissante du portefeuille de prêts générant des revenus non imposables. Comme presque tous ces prêts échoient en 1986, il en résultera, à compter de cette année, une décroissance progressive et rapide de l'avantage fiscal inscrit au bilan.

### Évolution du bénéfice net trimestriel

(en milliers \$)

	1984	1985
1 <sup>er</sup> trimestre	563	268
2 <sup>e</sup> trimestre	459	314
3 <sup>e</sup> trimestre	527	650
4 <sup>e</sup> trimestre	558	811
Total	2 107	2 043

## Actif

L'actif a connu une progression de plus de 40 pour cent en 1985, passant de 268,4 millions \$ à 379,7 millions \$.

Les volumes d'affaires records, autant dans le secteur des prêts industriels et commerciaux avec 106,1 millions \$ que dans le secteur de la location-financement avec 96,5 millions \$, ont contribué à cette croissance impressionnante de l'actif.

De plus, l'acquisition en juin dernier de Location de camions Locam Inc., entreprise spécialisée dans la location-exploitation de camions, ajoute un volet additionnel à la diversification amorcée au début des années 1980. L'actif de cette filiale, qui totalise près de 15 millions \$, est consolidé avec celui de C.I.D. et est identifié comme «biens détenus pour fins de location-exploitation».



C.I.D. est une institution du Mouvement Desjardins offrant des services financiers spécialisés, particulièrement :

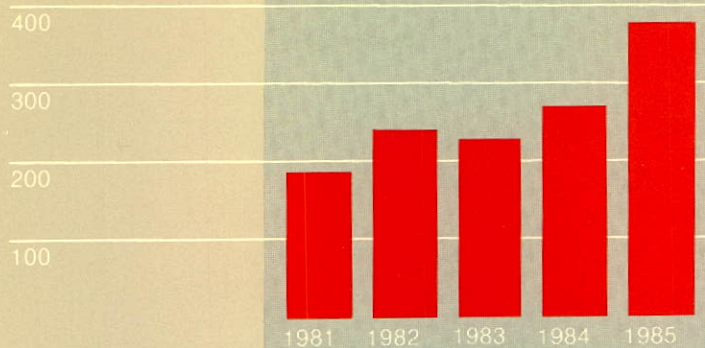
le prêt à terme aux entreprises ;

la location, essentiellement sous forme de :

- location-financement (matériel roulant et équipement) par l'entremise de Location Pierre Lafleur Ltée, filiale depuis 1981.
- location-exploitation (camions) à court terme et à long terme par l'entremise de Location de camions Locam Inc., filiale acquise en juin 1985.

Ces produits s'inscrivent dans la gamme de produits financiers offerts par les diverses composantes du Mouvement Desjardins, aux individus, aux entreprises et aux institutions.

Actif  
en millions \$



## Composantes de l'actif



Le secteur du prêt aux entreprises a connu une excellente croissance au cours de l'année 1985, résultat d'un contexte économique favorable et d'une réorganisation axée sur la décentralisation décisionnelle et la productivité des effectifs. L'actif de ce secteur est passé de 190,1 millions \$ au 31 décembre 1984 à 231,9 millions \$ au 31 décembre 1985, représentant une croissance de 22 pour cent. De plus, des efforts particuliers ont été entrepris auprès des 1 379 caisses populaires et d'économie, de leurs fédérations et des institutions Desjardins dans un esprit de collaboration et de complémentarité afin de mieux servir le marché-cible des petites et moyennes entreprises québécoises.

Le secteur de la location-financement, quant à lui, a connu une année tout à fait exceptionnelle avec une croissance de plus de 74 pour cent, l'actif passant de 69,8 millions \$ à 121,6 millions \$. Ce secteur représente maintenant 33 pour cent de l'activité, comparativement à 63 pour cent pour le secteur prêt industriel et commercial, qui était le seul produit offert par C.I.D. jusqu'en 1980.

La location-exploitation avec l'acquisition de Locam représente près de 4 pour cent de l'actif; ce secteur est appelé à accroître son importance relative à l'intérieur de C.I.D. au fur et à mesure où les étapes de la planification stratégique se réaliseront et que la synergie avec les autres composantes de C.I.D. et du Mouvement Desjardins s'intensifiera.

	1981	1982	1983	1984	1985
Prêt industriel et commercial	93,1	82,1	76,8	73,1	63,0
Location-financement	6,9	17,9	23,2	26,9	33,1
Location-exploitation	-	-	-	-	3,9
	100%	100%	100%	100%	100%

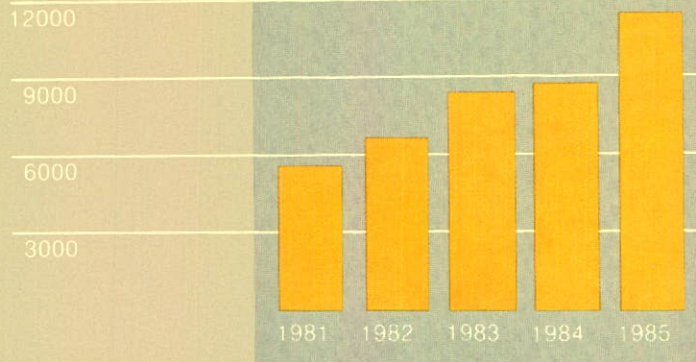
## Diversification de l'actif

Il n'y a eu au cours de l'année 1985 aucune modification importante des marchés-cibles et ce autant pour les filiales de location que pour le secteur du prêt aux entreprises. Dans ce dernier cas, l'endettement moyen par client est passé de 432 000 \$ en 1984 à 454 000 \$ en 1985, ce qui ne représente que 5 pour cent d'augmentation. Du côté location-financement, le portefeuille est toujours très diversifié avec un endettement moyen par client de 16 000 \$. Quant à la location-exploitation, la flotte de 142 camions loués à long terme se répartit entre 45 clients. Grâce au grand nombre de clients et au modeste montant d'endettement moyen de chacun, le portefeuille de C.I.D. est donc largement diversifié.

La compagnie poursuit aussi son effort de diversification géographique en s'attaquant, en 1986, au dynamique marché de l'Outaouais.

	1984	1985
<b>Prêt industriel et commercial</b>		
Nombre de clients	510	621
Endettement moyen par client (000 \$)	432	454
<b>Location-financement</b>		
Nombre de clients	5 194	7 382
Endettement moyen par client (000 \$)	13	16
<b>Location-exploitation</b>		
Flotte de camions		
Location court terme	-	309
Location long terme	-	142
Nombre de clients		
Location long terme	-	45

**Revenu net d'intérêt**  
en milliers \$



**Revenu net d'intérêt**

Le revenu net d'intérêt et les autres revenus connexes ont connu une croissance marquée en 1985, passant de 8,9 millions \$ à 11,5 millions \$ soit une augmentation de près de 30 pour cent. Cette situation s'explique d'une part par la croissance de l'actif au cours de l'année et d'autre part par une amélioration de la qualité du portefeuille dans un contexte économique plus favorable.

Le revenu net généré par le secteur de la location-financement a connu une augmentation de près de 77 pour cent passant de 2,9 millions \$ à 5,1 millions \$ dégageant ainsi une marge nette d'intérêt de 5,48 pour cent du portefeuille moyen comparativement à 5,14 pour cent en 1984.

Le secteur prêt industriel et commercial a généré, quant à lui, un revenu net d'intérêt de 6,3 millions \$, en hausse de 6 pour cent sur celui de l'an dernier. La concurrence toujours vive dans ce secteur d'activité crée des pressions à la baisse sur la tarification, compensées actuellement par un bas niveau de prêts improductifs.

(en milliers \$)	1981	1982	1983	1984	1985
<b>Revenu net d'intérêt, équivalent imposable</b>					
Prêt industriel et commercial	5 140	5 041	5 800	5 977	<b>6 348</b>
Location-financement	433	1 456	3 046	2 903	<b>5 133</b>
<b>Total</b>	<b>5 573</b>	<b>6 497</b>	<b>8 846</b>	<b>8 880</b>	<b>11 481</b>

**Salaires, avantages sociaux et frais d'administration**

Au cours de l'année 1985, l'accent a été mis sur une productivité accrue, grâce à des réaménagements de tâches, à l'implantation de programmes de rémunération au rendement et à une meilleure utilisation d'outils informatiques.

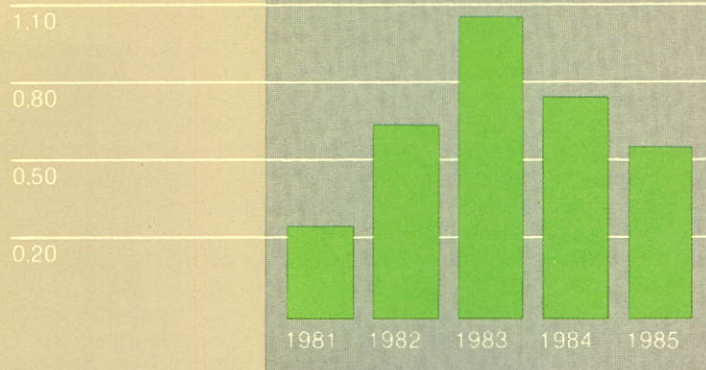
C'est ainsi que toutes les dépenses en relation avec le portefeuille moyen ont été en baisse en 1985 et ce autant dans le secteur prêt que dans le secteur location-financement. Dans le premier cas, ces dépenses sont passées de 1,88 pour cent du portefeuille moyen en 1984 à 1,75 pour cent en 1985; quant à la location-financement, les frais globaux ont représenté 3,18 pour cent du portefeuille moyen en 1985 comparativement à 3,27 pour cent en 1984. L'acquisition de Locam ayant été faite en cours d'année, les résultats comparatifs ne sont pas disponibles.

En % du portefeuille moyen	1981	1982	1983	1984	1985
<b>Prêt industriel et commercial</b>					
Salaires	0,92	0,95	1,02	1,04	<b>1,00</b>
Frais d'administration	0,79	0,77	0,89	0,84	<b>0,75</b>
<b>Total</b>	<b>1,71</b>	<b>1,72</b>	<b>1,91</b>	<b>1,88</b>	<b>1,75</b>
<b>Location-financement</b>					
Salaires	2,77	2,20	1,97	1,64	<b>1,63</b>
Frais d'administration	2,47	2,28	1,95	1,63	<b>1,55</b>
<b>Total</b>	<b>5,24</b>	<b>4,48</b>	<b>3,92</b>	<b>3,27</b>	<b>3,18</b>





Pertes sur prêts  
en % du portefeuille moyen



## Pertes sur prêts

À 0,61 pour cent du portefeuille moyen, les pertes sur prêts ont été en 1985 à leur plus bas niveau depuis 1981. L'explication se retrouve du côté du secteur prêt industriel et commercial où les pertes de 1985 n'ont représenté que 0,50 pour cent du portefeuille moyen comparativement à 0,65 pour cent en 1984 et 1,08 pour cent en 1983. Ce secteur est plus influencé par les cycles économiques que le secteur de la location-financement où les pertes ont été de 0,86 pour cent en 1985 comparativement à 1,02 pour cent en 1984 et 1983.

(%)	1981	1982	1983	1984	1985
<b>Pertes sur portefeuille moyen</b>					
Prêt industriel et commercial	0,20	0,59	1,08	0,65	<b>0,50</b>
Location-financement	0,71	1,32	1,02	1,02	<b>0,86</b>
Total	0,22	0,67	1,07	0,74	<b>0,61</b>

## Solidité financière

La diversification de l'actif mentionnée précédemment, est un facteur essentiel de stabilité pour une entreprise comme C.I.D. Il en est de même pour la gestion de la dette.

En premier lieu, le niveau d'endettement de l'entreprise relativement à sa base de capital conditionne à la fois le risque financier et le rendement sur l'avoir des actionnaires: plus le niveau d'endettement est élevé, plus le risque financier est important mais plus le rendement pour les actionnaires sera intéressant. La direction de C.I.D. a adopté à ce sujet une approche relativement conservatrice selon laquelle le ratio dette/avoir des actionnaires devrait se situer entre 10 et 15 pour 1, et ce, en tenant compte de la nature des activités de C.I.D. et de la qualité de ses sources de fonds. Comme à la fin de l'année 1985 ce ratio atteignait 13,5 pour 1, la direction de C.I.D. a conclu une entente de principe relativement à une émission privée de 5 millions \$ d'actions privilégiées de second rang à dividende de 8,50 pour cent, de manière à ramener le ratio dette/avoir des actionnaires à 11,2 pour 1.

L'appariement entre l'actif et le passif est un autre facteur-clé pour une institution financière comme C.I.D. Lorsque sa dette est parfaitement appariée à l'actif en termes de taux fixes ou variables et de calendrier d'échéances, l'institution financière jouit d'une marge nette d'intérêt stable, peu importe l'évolution future des taux. Au 31 décembre 1985, l'actif et le passif de C.I.D. étaient parfaitement appariés, résultat entre autres d'une émission publique de 30 millions \$ de billets garantis complétée en novembre. Il importe de noter qu'il n'y a pas que la dette à taux fixe qui soit à terme. Une bonne partie de la dette à taux variable se fait aussi dans le cadre d'ententes fermes dont le terme va jusqu'à cinq ans, ce qui ajoute encore à la stabilité du passif de C.I.D.

La diversification des sources de fonds revêt de plus en plus d'importance pour les institutions financières canadiennes: une base diversifiée de déposants tant institutionnels qu'individuels assure une plus grande stabilité des dépôts à court terme même dans des périodes de crise bancaire comme celle de l'automne dernier. Ce souci de diversification a toujours été présent chez C.I.D., qui vise à maintenir un certain équilibre entre les sources de fonds dites de détail et les dépôts institutionnels. Au 31 décembre 1985, plus de 26 pour cent de la dette totale de C.I.D. provient d'individus, réalisation d'autant plus impressionnante que C.I.D. n'a pas de réseau de succursales pour desservir le grand public. En outre, plus de 60 pour cent des sources de fonds de C.I.D., tant à court qu'à moyen terme, se situent hors du Mouvement Desjardins.

## Rapport de la direction

La préparation et la présentation de l'information financière contenue dans le rapport annuel de Crédit Industriel Desjardins Inc. sont la responsabilité de la direction. Les états financiers contenus dans le rapport annuel ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus, comprenant nécessairement des montants établis au meilleur jugement de la direction en tenant compte de l'importance relative. Les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel sont conformes aux états financiers.

Le conseil d'administration de Crédit Industriel Desjardins Inc. a approuvé l'information financière contenue dans le rapport annuel. Par l'intermédiaire du comité de vérification composé

d'administrateurs qui ne sont ni dirigeants, ni employés de Crédit Industriel Desjardins Inc., le conseil d'administration supervise les responsabilités de la direction relativement à la présentation des rapports financiers et des systèmes de contrôle interne.

Maheu Noiseux, vérificateurs des actionnaires ont la responsabilité de vérifier les états financiers et d'exprimer une opinion sur ceux-ci. Ils ont pleinement et librement accès au comité de vérification qu'ils rencontrent périodiquement afin de discuter de leur vérification et des questions s'y rapportant, comme les commentaires qu'ils peuvent avoir à formuler relativement à la fidélité de l'information financière et à la suffisance des contrôles internes.

## Rétrospective des cinq dernières années

Exercice terminé le 31 décembre

En milliers de \$	1985	1984	1983	1982	1981
Actif total	<b>379 718 \$</b>	268 442 \$	216 002 \$	233 695 \$	186 243 \$
Financements consentis et acceptés	<b>202 549</b>	129 965	68 252	50 900	75 600
Avoir des actionnaires	<b>26 186</b>	25 128	25 349	24 990	14 395
Revenu net d'intérêt sur une base avant impôts	<b>11 481</b>	8 880	8 846	6 497	5 573
Bénéfice net	<b>2 043</b>	2 107	1 250	870	1 646
Par action ordinaire					
Bénéfice net	<b>21,53 \$</b>	21,73 \$	9,48 \$	16,40 \$	31,91 \$
Dividendes	<b>5,25</b>	4,00	4,00	4,50	13,00 (*)
Rendement du capital investi	<b>7,11%</b>	7,63%	3,38%	6,12%	13,00%

(\*) Incluant un dividende spécial de 6,00 \$ par action.

## Bénéfice net trimestriel

Trimestre terminé le	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Par action ordinaire					
<b>1985</b>	<b>1,73 \$</b>	<b>2,42 \$</b>	<b>7,47 \$</b>	<b>9,91 \$</b>	<b>21,53 \$</b>
1984	5,74	4,28	5,63	6,08	21,73
1983	5,15	(0,22)	0,75	3,80	9,48
1982	7,01	2,99	2,67	3,73	16,40


## Bilan consolidé

31 décembre

		1985	1984
<b>Actif</b>	<b>Placements</b>		
	Prêts industriels et commerciaux (note 3)	<b>231 911 378 \$</b>	190 114 208 \$
	Créances provenant de contrats de location-financement (note 4)	<b>121 560 002</b>	69 780 724
	Intérêts courus	<b>2 583 559</b>	2 222 687
		<b>356 054 939</b>	262 117 619
	Provision pour pertes (note 5)	<b>3 081 095</b>	2 547 423
		<b>352 973 844</b>	259 570 196
	Biens détenus pour fins de location-exploitation (note 6)	<b>14 387 513</b>	-
		<b>367 361 357</b>	259 570 196
	<b>Autres éléments d'actif</b>		
	Encaisse et effets à recevoir	<b>329 878</b>	72 698
	Immobilisations (note 7)	<b>1 194 139</b>	882 519
	Avantage fiscal	<b>6 258 102</b>	5 815 628
	Autres actifs (note 8)	<b>4 574 381</b>	2 100 911
	<b>12 356 500</b>	8 871 756	
	<b>379 717 857 \$</b>	268 441 952 \$	
<b>Passif</b>	<b>Billets</b>		
	À ordre à court terme (note 9)	<b>114 395 668 \$</b>	93 239 000 \$
	Garantis (note 10)	<b>168 624 000</b>	124 222 000
		<b>283 019 668</b>	217 461 000
	<b>Autres éléments de passif</b>		
	Chèques en transit	<b>2 016 562</b>	617 546
	Emprunts bancaires	<b>11 650 911</b>	3 327 000
	Dettes d'une filiale (note 11)	<b>10 180 943</b>	-
	Autres passifs (note 12)	<b>5 663 898</b>	3 907 960
		<b>29 512 314</b>	7 852 506
	<b>Dettes subordonnées</b>		
	Déventures (note 13)	<b>41 000 000</b>	18 000 000
		<b>353 531 982</b>	243 313 506
	<b>Avoir des actionnaires</b>	Capital-actions (notes 14 et 20)	<b>19 880 257</b>
Bénéfices non répartis		<b>6 305 618</b>	5 248 189
		<b>26 185 875</b>	25 128 446
		<b>379 717 857 \$</b>	268 441 952 \$

Au nom du conseil d'administration,

  
 Administrateur

  
 Administrateur

**Résultats consolidés**

Exercice terminé le 31 décembre

	1985	1984
<b>Revenu d'intérêt</b>		
Intérêts sur prêts	21 455 071 \$	18 188 320 \$
Revenus non imposables	2 158 483	2 800 762
Revenus de location-financement	15 983 226	9 682 042
	<b>39 596 780</b>	30 671 124
<b>Dépense d'intérêt</b>	<b>30 732 057</b>	24 695 559
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>8 864 723</b>	5 975 565
<b>Revenu net de location-exploitation</b> (note 15)	<b>1 005 689</b>	-
<b>Revenu net</b>	<b>9 870 412</b>	5 975 565
<b>Autres revenus</b>	<b>1 035 731</b>	917 035
<b>Revenu net et autres revenus</b>	<b>10 906 143</b>	6 892 600
<b>Autres frais</b>		
Provision pour pertes (note 5)	1 909 200	1 066 030
Salaires et avantages sociaux	3 933 987	2 735 689
Frais d'administration	3 702 516	2 395 320
	<b>9 545 703</b>	6 197 039
<b>Bénéfice avant impôts</b>	<b>1 360 440</b>	695 561
<b>Impôts sur le revenu</b> (note 16)	<b>(682 916)</b>	(1 410 979)
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 043 356 \$</b>	2 106 540 \$

**Bénéfices non répartis consolidés**

Exercice terminé le 31 décembre

	1985	1984
<b>Solde au début</b>	<b>5 248 189 \$</b>	4 348 947 \$
Bénéfice net	<b>2 043 356</b>	2 106 540
	<b>7 291 545</b>	6 455 487
Dividendes		
- actions privilégiées série 1, 12,25%	<b>(612 500)</b>	(612 500)
- actions ordinaires	<b>(348 836)</b>	(265 780)
Amortissement des frais d'émission d'actions déduction faite des impôts sur le revenu afférents	<b>(24 591)</b>	(24 662)
Excédent du prix de rachat sur la valeur attribuée aux actions ordinaires rachetées	-	(304 356)
	<b>(985 927)</b>	(1 207 298)
<b>Solde à la fin</b>	<b>6 305 618 \$</b>	5 248 189 \$

## Évolution de l'actif relatif aux placements consolidée

Exercice terminé le 31 décembre

		1985	1984
Augmentation nette de l'actif relatif aux placements	Prêts industriels et commerciaux	<b>42 158 042 \$</b>	29 375 608 \$
	Créances provenant de contrats de location-financement	<b>51 779 278</b>	21 273 793
	Biens détenus pour fins de location-exploitation	<b>14 387 513</b>	—
		<b>108 324 833</b>	50 649 401
	Provision pour pertes	<b>533 672</b>	(1 124 655)
	<b>107 791 161 \$</b>	51 774 056 \$	
Provenance de l'actif relatif aux placements	Fonds provenant de l'exploitation Bénéfice net	<b>2 043 356 \$</b>	2 106 540 \$
	Postes n'affectant pas l'actif relatif aux placements		
	Amortissement des immobilisations, de l'achalandage et de l'escompte et des frais relatifs à la dette	<b>642 890</b>	412 219
	Impôts sur le revenu	<b>(682 916)</b>	(1 410 979)
		<b>2 003 330</b>	1 107 780
	Dividendes versés	<b>(961 336)</b>	(878 280)
		<b>1 041 994</b>	229 500
	Rachat d'actions ordinaires	—	(1 119 743)
	Augmentation nette de la dette		
	Billets	<b>65 558 668</b>	62 759 513
	Dettes subordonnées	<b>23 000 000</b>	(9 748 000)
	Dettes d'une filiale	<b>10 180 943</b>	—
	Solde dû sur acquisition de filiales	<b>300 000</b>	(100 000)
Encaisse, chèques en transit et emprunts bancaires	<b>9 465 747</b>	834 799	
	<b>108 505 358</b>	53 746 312	
Autres postes, montant net	<b>(1 756 191)</b>	(1 082 013)	
	<b>107 791 161 \$</b>	51 774 056 \$	

## Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de  
Crédit Industriel Desjardins Inc.

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Crédit Industriel Desjardins Inc. au 31 décembre 1985 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de l'actif relatif aux placements pour l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la compagnie, ces états financiers consolidés présentent fidèle-

ment la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son actif relatif aux placements pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

*M. Aube Noireux*

Comptables agréés

Montréal, le 5 février 1986

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 1985

## 1. Principales pratiques comptables

### a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la compagnie et ceux de ses filiales en propriété exclusive, Location Pierre Lafleur Ltée et Location de camions Locam Inc.

### b) Détermination du revenu d'intérêt

Les revenus d'intérêt sur les prêts accordés à des entreprises sont déterminés en appliquant le taux d'intérêt sur le solde au début de chaque mois. Ces revenus sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice et les revenus courus non recouverts sont renversés lorsque les prêts sont en arriérés de plus de 90 jours ou lorsque la compagnie a des doutes quant à leur recouvrement.

Les revenus de location-financement non gagnés représentent l'excédent du montant brut à recevoir des contrats de location-financement sur le coût des éléments d'actif loués, déduction faite de leur valeur résiduelle estimative. Ces revenus non gagnés sont inscrits aux livres lorsque le contrat entre en vigueur et sont portés aux revenus selon la méthode de ventilation proportionnelle à l'ordre numérique inversé des périodes pour les contrats signés avant le 31 décembre 1983 et selon la méthode du taux constant de rendement pour les contrats signés après cette date.

### c) Revenu net de location-exploitation

Le revenu net de location-exploitation représente les revenus de loyer des biens détenus pour fins de location-exploitation moins les frais directs afférents à la location de ces biens.

### d) Provision pour pertes

Les prêts industriels et commerciaux ainsi que les créances provenant de contrats de location-financement sont révisés mensuellement par l'administration. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, font l'objet d'une provision spécifique dans la période. C'est aussi la politique de la compagnie d'établir une provision générale sur les prêts industriels et commerciaux en cours.

### e) Amortissement des biens détenus pour fins de location-exploitation

Le coût du matériel roulant détenu pour fins de location-exploitation est réduit des crédits d'impôts à l'investissement et son amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée économique prévue.

### f) Amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée économique prévue pour le mobilier et l'équipement, le matériel informatique, le logiciel et le matériel roulant. Les améliorations locatives sont amorties sur la durée des baux.

### g) Amortissement de l'escompte et des frais relatifs à la dette

L'escompte et les frais relatifs à la dette sont amortis selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée de la dette.

### h) Amortissement des frais d'émission d'actions

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement constant sur une période de 5 ans et est viré aux bénéfices non répartis déduction faite des impôts sur le revenu afférents.

### i) Amortissement de l'achalandage

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement constant sur une période de 20 ans.

## 2. Acquisition d'une filiale

En date du 1 juin 1985, la compagnie s'est portée acquéreur de la totalité des actions de Location de camions Locam Inc., entreprise œuvrant dans le domaine de la location à court et à long terme de camions. La transaction a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple et, par conséquent, les résultats d'exploitation de Location de camions Locam Inc. ont été inclus aux états financiers consolidés à compter du 1 juin 1985.

L'actif net acquis lors de cette transaction se résume comme suit:

Biens détenus pour fins de location-exploitation	11 416 498 \$
Autres actifs	174 750
Achalandage de consolidation	1 558 903
Dette à long terme	(9 913 409)
Impôts sur le revenu reportés	(247 390)
Autres passifs	(639 352)

Prix d'acquisition 2 350 000 \$

Le prix d'acquisition de 2 350 000 \$ comprend un montant de 1 950 000 \$ déjà versé; le solde de 400 000 \$ sera acquitté sur une période de 4 ans.

## 3. Prêts industriels et commerciaux

La dette des emprunteurs est représentée par des hypothèques, obligations, débetures ou contrats de prêts garantis par des charges spécifiques et/ou flottantes et/ou des cautionnements. Les prêts à recevoir ne sont pas considérés comme rapidement négociables et échoient sur des périodes d'une durée maximale de 10 ans. Environ 63 200 000 \$ des prêts industriels et commerciaux échoient au cours des douze prochains mois.

La compagnie a consenti des prêts non déboursés en fin d'exercice pour un montant de 51 325 446 \$ dont 11 938 000 \$ est sujet à acceptation par les requérants.

## 4. Créances provenant de contrats de location-financement

Les créances provenant de contrats de location-financement se composent des montants suivants:

	1985	1984
Total des paiements minimaux exigibles en vertu des contrats	159 069 143 \$	88 858 330 \$
Paiements de location reçus d'avance	3 904 543	2 231 746
	155 164 600	86 626 584
Revenu non gagné	33 604 598	16 845 860
	121 560 002 \$	69 780 724 \$

Les remboursements au cours du prochain exercice se chiffrent à environ 39 086 000 \$

## 5. Provision pour pertes

	Générale	1985 Spécifique	Total	1984 Total
Provision au début	632 696 \$	1 914 727 \$	2 547 423 \$	3 672 078 \$
Provision de l'exercice	70 539	1 838 661	1 909 200	1 066 030
Montants radiés au cours de l'exercice	-	(1 375 528)	(1 375 528)	(2 190 685)
Provision à la fin	703 235 \$	2 377 860 \$	3 081 095 \$	2 547 423 \$

## 6. Biens détenus pour fins de location-exploitation

Matériel roulant détenu pour fins de location-exploitation	16 342 835 \$
Amortissement cumulé	3 515 947
	12 826 888
Débiteurs	1 560 625
	14 387 513 \$

## 7. Immobilisations

	Coût	1985 Amortissement cumulé	Coût non amorti	1984 Coût non amorti
Matériel roulant	398 766 \$	92 726 \$	306 040 \$	197 003 \$
Mobilier et équipement	858 451	373 462	484 989	292 130
Matériel informatique	242 388	67 262	175 126	149 970
Logiciel	93 391	38 980	54 411	52 623
Améliorations locatives	336 924	163 351	173 573	190 793
	1 929 920 \$	735 781 \$	1 194 139 \$	882 519 \$

## 8. Autres actifs

	1985	1984
Escompte et frais amortis relatifs à la dette	2 049 196 \$	1 313 379 \$
Achalandage, au coût amorti	1 926 622	439 842
Autres	598 563	347 690
	4 574 381 \$	2 100 911 \$

## 9. Billets à ordre à court terme

Les billets à ordre à court terme sont émis par la compagnie en diverses coupures et pour des échéances ne dépassant pas habituellement 90 jours.

La compagnie s'est engagée à maintenir en tout temps des marges de crédit bancaire non utilisées suffisantes pour couvrir le montant total des billets à ordre à court terme en circulation. Au 31 décembre 1985, ces marges de crédit bancaire non utilisées totalisent 138,9 millions de dollars.

## 10. Billets garantis

Les billets sont garantis par une charge flottante sur tous les biens, droits et actifs de la compagnie et doivent respecter les exigences de l'acte de fiducie pourvoyant à la création de ces billets. Ces billets se répartissent comme suit:

	1985	1984
Billets à moyen terme	125 475 000 \$	78 000 000 \$
Série B, 10,50%, échéant le 15 décembre 1986	5 645 000	5 645 000
Série D, 10,00%, échéant le 15 juillet 1987	4 749 000	4 822 000
Série F, 10,00%, échéant le 3 octobre 1988	2 755 000	2 755 000
Série G, 14,50%, échéant le 25 octobre 1985	-	5 000 000
Série G, 14,65%, échéant le 27 octobre 1986	5 000 000	5 000 000
Série G, taux variable, échéant le 30 mars 1990	5 000 000	-
Série L, taux variable, échéant le 31 décembre 1990	20 000 000	23 000 000
	168 624 000 \$	124 222 000 \$

Les billets garantis à moyen terme viennent à échéance entre le 17 février 1986 et le 31 décembre 1990 et portent intérêts à des taux variables ou à des taux fixes variant entre 9,50% et 14,38% avec un taux moyen pondéré de 11,80%.

Les exigences maximales des fonds de remboursement et le montant requis pour rencontrer les échéances des billets garantis au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

	1986	1987	1988	1989	1990
	48 180 000 \$	32 209 000	25 235 000	20 000 000 \$	43 000 000

## 11. Dettes d'une filiale (Location de camions Locam Inc.)

Contrats de financement remboursables par versements mensuels, taux d'intérêt variable, garantis par du matériel roulant d'une valeur comptable de 11 954 774 \$

9 336 500 \$

Obligations relatives à la location de matériel roulant d'une valeur comptable de 839 338 \$, remboursables par versements mensuels

844 443

10 180 943 \$

Les versements des cinq prochains exercices se chiffrent à:

	1986	1987	1988	1989	1990
	3 275 483 \$	2 902 145	2 753 725	1 076 568 \$	173 022

## 12. Autres passifs

	1985	1984
Comptes à payer et frais courus	1 940 668 \$	893 641 \$
Intérêts courus	3 323 230	2 914 319
Solde dû sur acquisition de filiales	400 000	100 000
	5 663 898 \$	3 907 960 \$

### 13. Débentures

Les débentures sont subordonnées aux billets garantis et doivent respecter les exigences d'une convention de fiducie. Ces débentures se répartissent comme suit:

	1985	1984
Série B, taux variable, échéant le 31 décembre 1990	30 000 000 \$	7 000 000 \$
Série C, 13,25%, échéant le 18 janvier 1988	11 000 000	11 000 000
	<b>41 000 000 \$</b>	18 000 000 \$

Les exigences maximales des fonds de remboursement et le montant requis pour rencontrer les échéances des débentures au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

	1986	1987	1988	1989	1990
	660 000 \$				10 010 000 \$
		330 000			30 000 000

### 14. Capital-actions

	1985	1984
<b>Autorisé</b>		
Un nombre illimité d'actions privilégiées, non votantes		
Un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale		
<b>Émis et payé</b>		
500 000 actions privilégiées, série 1, 12,25% cumulatif, rachetables à compter du 1 février 1988	5 000 000 \$	5 000 000 \$
66 445 actions ordinaires	14 880 257	14 880 257
	<b>19 880 257 \$</b>	19 880 257 \$

### 15. Revenu net de location-exploitation

<b>Revenu de location</b>	7 152 753 \$
<b>Frais directs de location</b>	
Entretien et réparations du matériel roulant	936 903
Amortissement du matériel roulant	2 017 069
Intérêts sur la dette	1 226 237
Provision pour pertes	40 913
Autres frais	1 294 419
	5 515 541
	1 637 212
<b>Revenu net de location-exploitation avant l'acquisition le 1<sup>er</sup> juin 1985</b>	631 523
	1 005 689 \$

### 16. Impôts sur le revenu

	1985	1984
<b>Bénéfice avant impôts</b>	1 360 440 \$	695 561 \$
Revenus d'intérêt non imposables provenant de prêts consentis à titre d'obligations pour le développement de la petite entreprise	(2 158 483)	(2 800 762)
Autres éléments de conciliation	(812 608)	(1 294 748)
<b>Perte comptable redressée</b>	(1 610 651)\$	(3 399 949)\$
<b>Impôts sur le revenu</b>		
Avantage fiscal attribuable au report de la perte aux exercices subséquents	(682 916)	(489 628)
Reportés	-	(921 351)
	<b>(682 916)\$</b>	(1 410 979)\$

### 17. Engagements

En vertu de contrats de location-exploitation échéant à diverses dates, les versements minimaux futurs totalisent 5 007 908 \$. Les versements des cinq prochains exercices se répartissent comme suit: 1986, 743 422 \$; 1987, 578 861 \$; 1988, 487 536 \$; 1989, 315 471 \$ et 1990, 232 282 \$. De plus, une filiale, Location de camions Locam Inc., s'est engagée à acheter du matériel roulant pour fins de location-exploitation pour un montant d'environ 3 000 000 \$ en fin d'exercice.

### 18. Secteur d'activité

Le revenu de la compagnie provient principalement d'intérêts sur les prêts industriels et commerciaux et sur les créances provenant de contrats de location-financement.

### 19. Chiffres comparatifs

La présentation de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle de l'exercice courant.

### 20. Événement subséquent

En vertu d'une entente conclue le 5 février 1986, la compagnie s'est engagée à émettre à une institution financière canadienne qui s'est engagée à acheter une valeur de 5 000 000 \$ d'actions privilégiées de second rang, rachetables, à dividende cumulatif de 8,50% jusqu'au 30 septembre 1990 et variable par la suite.



## Conseil d'administration

- †\* **Denis Frenière**  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
Président directeur général,  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Richelieu-Yamaska
- †† **Paul-Yvon Lesage**  
VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL  
Directeur général,  
Caisse populaire  
Ste-Thérèse-de-Blainville
- †\* **Raymond A. Reid**  
TRÉSORIER  
Vice-président  
et directeur général,  
Fiducie du Québec
- ††\* **Paul Gauthier**  
SECRÉTAIRE  
Président directeur général,  
Société d'investissement  
Desjardins
- Jean-Eudes Bergeron**  
Premier vice-président  
et directeur général,  
Fédération des caisses populaires  
du Saguenay - Lac St-Jean
- † **Bernard Larue**  
Vice-président, finance  
et trésorerie  
Fiducie du Québec
- † **Jean Plamondon**  
Président directeur général,  
Crédit Industriel Desjardins Inc.
- Alain Rioux**  
Directeur du département  
des sciences comptables,  
Université Laval
- Bruno Riverin**  
Président et chef des opérations  
La Caisse centrale Desjardins  
du Québec

- † / Comité exécutif  
† Comité de vérification  
• Comité de rémunération

### Crédit Industriel Desjardins Inc.

1, Complexe Desjardins  
Bureau 1204  
Montréal (Qc) H5B 1B2  
Tél.: (514) 281-7650  
1-800-361-8421

## Siège social

### Direction

- Jean Plamondon**  
Président directeur général
- Richard Aubry**  
Vice-président, financement  
d'entreprises
- Richard Jacques**  
Vice-président, finances
- Guy Kavanagh**  
Vice-président, contrôleur
- Claude Lalonde**  
Vice-président, location

## Division financement d'entreprises

### Direction

- Richard Aubry**  
Vice-président,  
division financement d'entreprises
- Raymond Boulanger**  
Vice-président adjoint  
crédit
- Paul Juneau**  
Vice-président adjoint  
et directeur de la succursale de Montréal
- Michel Morin**  
Vice-président adjoint  
et directeur de la succursale Rive-Sud
- Jacques Brien**  
Vice-président adjoint  
et directeur de la succursale de Laval
- Claude Girard**  
Contrôleur,  
division financement d'entreprises

### Succursales

Laval  
**Jacques Brien**, vice-président adjoint  
et directeur,  
2, Place Laval  
Bureau 470  
Laval (Qc) H7N 5N6  
Tél.: (514) 668-7800  
1-800-361-8776

Montréal  
**Paul Juneau**, vice-président adjoint  
et directeur,  
1, Complexe Desjardins  
Bureau 1204  
Montréal (Qc) H5B 1B2  
Tél.: (514) 281-7650  
1-800-361-8421

Rive-Sud  
**Michel Morin**, vice-président adjoint  
et directeur,  
6, boul. Desaulniers  
Bureau 300  
Saint-Lambert (Qc) J4P 1L3  
Tél.: (514) 465-0320  
1-800-361-9136

Hull  
**Yves Cusson**, directeur,  
765, boul. St-Joseph  
Hull (Qc) J8Y 4B7  
Tél.: (819) 776-9992

Québec  
**Richard Lafrenière**, directeur,  
2960, boul. Laurier  
Bureau 106  
Sainte-Foy (Qc) G1V 4S1  
Tél.: (418) 658-7430  
1-800-463-4358

Saguenay - Lac St-Jean  
**Michel Paquette**, directeur,  
901, boul. Talbot  
Bureau 404  
Chicoutimi (Qc) G7H 4B5  
Tél.: (418) 696-1712

Sherbrooke  
**Jean-Marie Rancourt**, directeur,  
356, rue King ouest  
Bureau 402  
Sherbrooke (Qc) J1H 1R4  
Tél.: (819) 569-9221

Trois-Rivières  
**Luc Brossard**, directeur,  
1055, boul. des Forges  
Bureau 300  
Trois-Rivières (Qc) G8Z 4J8  
Tél.: (819) 376-1101

## Division location

### **Claude Lalonde**

Vice-président, location

### **Location Pierre Lafleur Ltée**

#### **Direction**

##### **Pierre Lafleur**

Président

##### **Marcel Sarrazin**

Vice-président exécutif  
et directeur général

##### **Denis Chartier**

Contrôleur

##### **Pierre Bronsard**

Directeur des ventes

##### **Yvon St-Jean**

Directeur de la perception

##### **Richard Fortin**

Directeur du crédit

#### **Succursales**

##### **Montréal**

**Pierre Bronsard**, directeur,  
Service des Ventes,  
4300, rue Jean-Talon ouest  
Bureau 300

Montréal (Qc) H4P 1V5  
Tél.: (514) 738-4246

##### **Québec**

**Claude Légaré**, directeur,  
3575, boul. Hamel  
Bureau 320

Québec (Qc) G2E 5G3  
Tél.: (418) 872-7616

##### **Saguenay - Lac St-Jean**

**Léonce Roy**, représentant,  
901, boulevard Talbot  
Bureau 404

Chicoutimi (Qc) G7H 4B5  
Tél.: (418) 543-7777

##### **Sherbrooke**

**Michel Therrien**, représentant,  
356, rue King ouest  
Bureau 402

Sherbrooke (Qc) J1H 1R4  
Tél.: (819) 563-2161

##### **Trois-Rivières**

**Jules Duperreault**, représentant,  
1055, boul. des Forges  
Bureau 300

Trois-Rivières (Qc) G8Z 4J8  
Tél.: (819) 379-3636

### **Location de camions Locam Inc.**

#### **Direction**

##### **Pierre Fournier**

Président directeur général

##### **Guy Lalonde**

Vice-président ventes

##### **Gilles Métayer**

Vice-président opérations

##### **Jacques Gariepy**

Contrôleur

#### **Succursales**

##### **Montréal**

**Jean-Marc Fournier**, représentant,  
4300, rue Hogan  
Montréal (Qc) H2H 2N4  
Tél.: (514) 598-5560

**Nicole Langevin**, représentante,  
1290, boul. Ste-Elisabeth

Laprairie (Qc) J5R 1X1  
Tél.: (514) 659-0473

**Lionel Marleau**, représentant,

3400, rue Grande Allée  
Saint-Hubert (Qc) J4T 2T1  
Tél.: (514) 656-7284

**Pierre Martin**, représentant,

5520, chemin St-François  
Ville St-Laurent (Qc) H4S 1B4  
Tél.: (514) 333-7577

**Linda Milette**, représentante,

7000, boul. Louis-H. Lafontaine  
Ville d'Anjou (Qc) H1M 2X3  
Tél.: (514) 353-9821

**Marc Tardif**, représentant,

9999, boul. Parkway  
Ville d'Anjou (Qc) H1J 1P7  
Tél.: (514) 354-9140  
1-800-361-7687

##### **Québec**

**Benoît Lelièvre**, représentant,  
660, Graham Bell  
Ste-Foy (Qc) G1N 4C1  
Tél.: (418) 683-1783

**Irving Corcoran**, représentant,

167A, route Kennedy  
Lévis (Qc) G0R 2K0  
Tél.: (418) 837-0503

**Pierre Dussault**, représentant,

425, rue Marais  
Vanier (Qc) G1M 3A2  
Tél.: (418) 687-5663

##### **Saguenay/**

##### **Lac St-Jean**

**Daniel Boudreault**, représentant,  
940, avenue du Pont Sud  
Alma (Qc) G8B 2V8  
Tél.: (418) 662-7802

**Dominic Garbugli**, représentant

1470, route 170  
Chicoutimi (Qc) G7H 5B1  
Tél.: (418) 549-7441

##### **Estrie**

**Grégoire Lussier**, représentant,

1252, rue Principale  
Granby (Qc) J2G 8C8  
Tél.: (418) 378-3778

##### **Ottawa**

**Robert Kearns**, représentant,

48, Colonnade Road  
Nepean (Ont.) K2E 7J6  
Tél.: (613) 727-9731

**Steve MacDonald**, représentant,

1800, Bantree Street  
Ottawa (Ont.) K1B 5L6  
Tél.: (613) 749-6681



